“Le nouveau chancelier d’Autriche partage la volonté des pays d’Europe de l’Est de contrôler strictement leurs frontières au nom de leur souveraineté nationale”

19/12/2017 à 22h43

En Autriche, le FPÖ, classé à l’extrême droite par les observateurs français, gouvernera avec les conservateurs de Sebastian Kurz. Pour Jean Sévillia, ce type de coalition est banal en Autriche.



Le rapprochement entre les conservateurs et le FPÖ en Autriche est-il symptomatique d’une droitisation en Europe?

Jean Sévillia : “Je ne sais pas si le terme de «droitisation» est le bon, mais il est certain que, face à un certain nombre de défis qui sont posés à l’Europe, à toute l’Europe, la nouvelle coalition gouvernementale autrichienne veut répondre

à des attentes de l'opinion en matière de sécurité nationale et de contrôle des flux migratoires.

Kurz fait profession de foi européenne, et prendra personnellement en charge les questions européennes, enlevées au ministère des Affaires étrangères. Critique sur la politique migratoire de l'Union européenne, et de l'Allemagne d'Angela Merkel en particulier, le nouveau chancelier d'Autriche partage la volonté des pays du groupe de Visegrád (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie) de contrôler strictement leurs frontières au nom de leur souveraineté nationale. Au centre de l'Europe, c'est une inflexion majeure."

L'Autriche peut-elle être un laboratoire politique pour d'autres pays, notamment la France?

Jean Sévillia : "Il y faudrait une révolution culturelle et un long chemin… Les Autrichiens, encore une fois, ont une conception beaucoup plus pragmatique de la politique, et sont habitués aux coalitions de gouvernement nationales ou régionales – conservateurs avec sociaux-démocrates, sociaux-démocrates avec populistes, conservateurs avec populistes – qui ne sont pas dans la pratique constitutionnelle de la Ve République. En France, malheureusement, il y a toujours un arrière-plan idéologique en politique, même quand on s'en défend. Notre histoire politique reste marquée en profondeur par l'expérience de la Révolution de 1789."

Le Figaro